

LOI SUR L'IMPÔT DESTINÉ AUX SERVICES DE SANTÉ ET À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES EMPLOYEURS

Remarque : les modifications apportées au bulletin précédent (janvier 2022) sont indiquées par une barre de révision (I) dans la marge à droite.

Le présent bulletin fournit des renseignements généraux qui aideront les employeurs à comprendre leurs obligations découlant de la *Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire* (ISE).

Section 1 – DÉFINITIONS DES TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT BULLETIN

- Année**
- Année civile.
- Établissement permanent**
- Tout établissement fixe d'un employeur au Manitoba, et notamment, une succursale, une mine, un puits de pétrole, une ferme, une exploitation forestière, une usine, un atelier, un entrepôt, un bureau ou une agence.
 - L'utilisation par un employeur, ou par un employé agissant en son nom, d'une quantité considérable de machines ou de matériel à quelque moment que ce soit au cours d'un mois au Manitoba, fait de ce lieu un établissement permanent pour ce mois.
 - Des biens-fonds ou des locaux possédés ou pris en bail par une corporation au Manitoba constituent un établissement permanent de la corporation.
 - Pour plus de renseignements sur ce qu'est un établissement permanent, veuillez consulter le *Bulletin n° HE 004 – Établissement permanent*.
- Employeur**
- Personne qui verse une rémunération à un employé, notamment :
 - le gouvernement du Manitoba et le gouvernement du Canada;
 - une société en nom collectif;
 - une fiducie qui verse une rémunération à un employé;
 - une entreprise individuelle, une corporation, une municipalité, une université, une commission scolaire, un hôpital, un organisme sans but lucratif, un organisme de bienfaisance;
 - tout autre organisme qui a des employés.
- Employé**
- Tout individu qui est au service d'un employeur et qui reçoit une rémunération pour son travail; ce terme s'entend également de tout dirigeant au service de cet employeur.

- Rémunération**
- S'entend généralement de tout paiement, prestation ou allocation qui, avant toute déduction, doit être inclus dans le revenu d'un employé par application du paragraphe 5(1) ou de l'article 6 ou 7 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et qui comprennent:
 - les salaires et les traitements;
 - les primes;
 - les gratifications ou les pourboires versés par l'employeur;
 - les honoraires;
 - les commissions ou autres paiements similaires;
 - les autres allocations ou prestations imposables versées à l'employé ou au dirigeant, ou en son nom;
 - les contributions aux fiducies d'employés et aux régimes d'intéressement d'employés.
 - Cela exclut toute pension, rente ou pension de retraite versée par un employeur à un ex-employé après son départ à la retraite, ou tout montant ou toute valeur de ce qui a été fourni par un employeur à un régime ou à une fiducie si cela a déjà été inclus à titre de rémunération.
 - Pour plus de renseignements sur la rémunération, veuillez consulter le *Bulletin n° HE 002 – Rémunération*.

- Corporations associées**
- Deux corporations ou plus sont associées lorsque, **à un moment de l'année**, elles sont associées au sens de l'article 256 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Un groupe de corporations associées constitue **un employeur unique** pour l'application de la ISE.
 - Pour plus de renseignements sur les corporations associées, veuillez consulter le *Bulletin n° HE 003 – Corporations associées*.

- Corporations membres d'une société en nom collectif**
- Société en nom collectif qui comprend au moins une corporation à titre de membre.
- Remarque:** Pour l'application des règles d'association, les paragraphes 2(4) et 2(4.1) de la *Loi* traitent les sociétés en nom collectif comportant des corporations comme si elles étaient des corporations. Il s'ensuit que la société en nom collectif, les corporations membres de cette société, ainsi que leurs corporations associées et les autres sociétés en nom collectif auxquelles elles appartiennent peuvent être réputés être un employeur unique à l'égard de tous les employés au cours de l'année des corporations et des sociétés en nom collectif.

Section 2 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- Qu'est-ce que l'ISE?**
- Il s'agit d'un impôt sur la rémunération.

- Qui est tenu de payer l'impôt sur la paye?**
- Les employeurs qui ont un établissement permanent au Manitoba et versent une rémunération:
 - a) aux employés qui se présentent au travail dans un établissement permanent de l'employeur au Manitoba;

- b) aux employés qui ne sont pas tenus de se présenter au travail dans un établissement permanent de l'employeur au Manitoba ou à l'extérieur du Manitoba, mais qui sont payés par un établissement permanent de l'employeur au Manitoba ou par son intermédiaire.

Exemple: Un vendeur n'est pas tenu de se présenter au travail dans un établissement permanent de l'employeur s'il quitte son domicile pour se rendre directement chez un client potentiel pour vendre des biens ou des services. Toutefois, la rémunération versée à ce vendeur est assujettie à l'ISE si elle provient du bureau de l'employeur au Manitoba ou est comptabilisée dans le compte d'exploitation générale du bureau de l'employeur au Manitoba.

Exemption d'ISE

- Les employeurs dont la rémunération totale au cours d'une année est de 2 million de dollars ou moins sont exemptés de l'ISE.

Remarque: Les organismes qui font partie d'un groupe de corporations associées (y compris les corporations membres d'une société en nom collectif) dont la rémunération totale au cours d'une année est supérieure à 2 million de dollars n'ont pas droit à cette exemption.

Aucun ISE n'est exigible en ce qui a trait à la rémunération qu'un transporteur public verse à un employé à l'égard de la conduite d'un véhicule commercial à l'extérieur du Manitoba, ou à l'occasion d'un trajet interterritorial. Pour plus de renseignements, veuillez consulter le *Bulletin n° HE 005 – Rémunération versée par un transporteur public*.

- La rémunération versée aux employés qui se présentent au travail dans un établissement permanent de l'employeur à l'extérieur du Manitoba est exempte d'impôt sur la paye.

Taux de rajustement

- Les employeurs dont la rémunération totale au cours d'une année se situe entre 2 et 4 millions de dollars ne paient l'impôt que sur le montant dépassant 2 million de dollars à un taux de rajustement de 4,3 %.

Exemple: Sur un total de 2,15 million de dollars, l'impôt exigible sera le suivant : $(2\,150\,000 \$ - 2\,000\,000 \$) \times 4,3 \% = 6\,450 \$$.

Remarque: Les corporations membres d'un groupe de corporations associées (y compris les sociétés en nom collectif comportant des corporations) sont considérées comme étant un employeur unique. Par conséquent, si la corporation A a versé 1 000 000 \$ et la corporation B 1 150 000 \$ en rémunération au cours d'une année, le total versé est de 2,15 million de dollars pour le groupe de corporations associées et le montant d'impôt exigible est celui indiqué dans l'exemple présenté ci-dessus.

Taux d'imposition de base

- Les employeurs qui versent au cours d'une année une rémunération supérieure à 4 millions de dollars paient l'impôt sur la totalité de ce montant au taux d'impôt de base de 2,15 % (le premier 2 million n'est pas exempt d'impôt).

Exemple: L'impôt exigible sur une rémunération totale de 5,5 millions de dollars est le suivant : $5\,500\,000 \$ \times 2,15 \% = 118\,250 \$$.

Exemption proportionnelle pour une partie d'année

- Les employeurs qui n'ont pas d'établissement permanent au Manitoba pendant la totalité d'une année sont tenus de réduire proportionnellement le montant de l'exemption ou du rajustement (le cas échéant) pour l'année en question. Le montant de l'exemption ou du rajustement pour cette année est alors proportionnel au nombre de jours pendant lesquels l'employeur a eu un établissement permanent au Manitoba.

Exemple: Le montant de l'exemption proportionnelle d'un employeur ayant exploité au Manitoba pendant 100 jours est le suivant :

$100/365 \times 2\,000\,000 \$ = 547\,945 \$$,
et la tranche de rajustement va de 547 945 \$ à 1 095 890 \$.

Les trois exemples suivants indiquent le montant de l'impôt qui serait exigé pour cette année à l'égard de l'exploitation au Manitoba :

- la rémunération versée s'élève à 300 000 \$ – l'employeur est exempté d'impôt puisque le montant de la rémunération versée est inférieur au montant de l'exemption proportionnelle;
 - la rémunération versée s'élève à 700 000 \$ – ce montant se situe à l'intérieur de la tranche de rajustement, et l'impôt est exigible comme suit :
 $(700\,000 \$ - 547\,945 \$ = 152\,055 \$) \times 4,3 \% = 6\,538 \$$;
 - la rémunération versée s'élève à 1 200 000 \$ – ce montant dépasse la tranche de rajustement proportionnel et l'impôt est exigible sur le montant total comme suit : $1\,200\,000 \$ \times 2,15 \% = 25\,800 \$$.
- Cette disposition vise généralement tous les employeurs ayant exploité un établissement permanent au Manitoba pendant une partie de l'année seulement, tels que les entrepreneurs de l'extérieur de la province, les entreprises qui ont ouvert ou fermé un établissement au cours de l'année au Manitoba ou celles qui ont changé leur entité (lorsqu'un propriétaire unique se constitue en corporation au cours de l'année, par exemple).

Entrepreneurs non résidents

- Un entrepreneur non résident qui doit remettre des sûretés pour la taxe payable d'après de la *Loi de la taxe sur les ventes au détail* doit aussi effectuer un dépôt en argent ou déposer des sûretés auprès du ministre, ou encore se procurer un cautionnement, pour assurer le paiement de l'ISE. La valeur des sûretés pour l'ISE n'excédera pas 2,15 % du coût total du contrat.

Remarque: Le cautionnement doit provenir d'un assureur autorisé à exercer une activité commerciale en vertu de la *Loi sur les assurances* du Manitoba et doit être présenté de façon à satisfaire le ministre des Finances. (On peut obtenir un exemple auprès de Finances Manitoba.)

- Avant d'effectuer le dernier paiement à un sous-traitant non résident, l'entrepreneur général ou le commettant doit obtenir une attestation énonçant que le compte de taxe du sous-traitant non résident est en règle. Lorsque l'entrepreneur général n'est pas résident du Manitoba, le commettant doit s'assurer que l'attestation a été obtenue de Finances Manitoba pour chaque sous-traitant non résident et l'entrepreneur général.

Lorsque le compte de taxes d'un entrepreneur non résident n'est pas en règle, l'entrepreneur général résident ou le commettant doit mettre de côté, autre que la retenue de garantie, une somme égale au montant de la taxe due et remettre cette somme à Finances Manitoba. Si l'entrepreneur général n'est pas résident du Manitoba, le commettant doit verser le montant de la taxe que les entrepreneurs non résidents n'ont pas remise.

Remarque: Si la retenue de garantie est libérée sans l'obtention d'une attestation, l'entrepreneur général ou le commettant, selon le cas, sera tenu responsable de toute taxe impayée.

- Finances Manitoba peut effectuer une vérification une fois qu'un contrat a été exécuté au Manitoba. Finances Manitoba remettra la somme d'argent ou les titres mis en dépôt, ou encore le cautionnement, et délivrera une attestation si la taxe a été totalement payée.
- Pour plus de renseignements sur les responsabilités des entrepreneurs non résidents par rapport à la taxe sur les ventes au détail, veuillez consulter le *Bulletin n° 005 – Renseignements à l'intention des entrepreneurs*.

Revenus d'un travail indépendant

- Les revenus du travail indépendant d'un propriétaire d'entreprise ou d'un membre d'une société en nom collectif ne constituent pas une rémunération aux fins de l'ISE et ne sont donc pas imposables.

Exemption d'ISE pour les services donnés aux entreprises

- Les services donnés aux entreprises sont considérés comme des services fournis par une personne qui n'a pas de relation employeur-employé avec la personne qui la paie. Dans ce cas, les paiements versés ne constituent pas une rémunération aux fins de l'ISE et ne sont donc pas imposables.

Remarque: Les règles qui servent à déterminer s'il existe une relation employeur-employé aux fins de l'ISE sont semblables à celles utilisées par l'Agence du revenu du Canada.

- Pour plus de renseignements, veuillez consulter le *Bulletin n° HE 002 – Rémunération*.

Imposition des rémunérations versées par une coentreprise

- Une coentreprise n'est pas considérée comme étant un employeur aux fins de l'ISE, mais chaque coentrepreneur est réputé l'être. La rémunération versée par la coentreprise doit être répartie entre les coentrepreneurs de la même manière que le sont les revenus et les dépenses. La part de la rémunération qui revient à chaque coentrepreneur est considérée comme étant la rémunération versée directement par lui. Chaque coentrepreneur est assujéti à l'impôt sur la totalité de la rémunération qu'il a versée au cours de l'année, y compris sur la part qui lui revient en tant que membre de la coentreprise.

Section 3 – OBLIGATION DE S'INSCRIRE ET DE PRODUIRE DES DÉCLARATIONS

Obligation de s'inscrire

- Un employeur doit s'inscrire aux fins de l'ISE lorsque le total de la rémunération versée à ses employés au cours de l'année est supérieur à 2 million de dollars.
- Les employeurs peuvent s'inscrire en ligne à l'adresse manitoba.ca/TAXcess ou obtenir un formulaire de demande d'inscription en s'adressant à l'un des bureaux indiqués à la fin du présent bulletin.

Remarque: L'employeur qui tient un établissement permanent au Manitoba pendant une partie de l'année seulement est tenu de s'inscrire aux fins de l'ISE si le total de la rémunération versée à ses employés, à l'égard de ses activités au Manitoba, est supérieur à l'exemption proportionnelle ou à la tranche de rajustement expliquées dans la section 2.

Remarque: Lorsque le total de la rémunération versée par un groupe de corporations associées (y compris les sociétés en nom collectif comportant des corporations) est supérieur à 2 million de dollars pour l'année, chaque corporation et chaque société en nom collectif comportant des corporations doit s'inscrire individuellement.

Déclaration mensuelle

- Tous les employeurs qui versent plus de 2 million de dollars en rémunération au cours de l'année doivent déposer une déclaration mensuelle sur la rémunération versée durant le mois et payer l'impôt exigible sur ce montant.
- La déclaration mensuelle doit être reçue au plus tard le 15^e jour du mois qui suit. Par exemple, la déclaration pour le mois de mars doit être déposée et payée par le 15 avril. Si le 15^e jour du mois se termine une fin de semaine ou un jour férié, la date d'échéance est le prochain jour ouvrable.
- Les paiements reçus après la date d'échéance sont assujetties à des intérêts et à une pénalité.
- Les déclarations et les paiements d'impôt doivent être effectués à l'aide de TAXcess, le système en ligne de Finances Manitoba. Les déclarations sur papier ne sont plus acceptées. Consultez le site manitoba.ca/TAXcess pour en savoir plus.
- L'employeur qui verse une rémunération totale de plus de 2 million de dollars au cours de l'année doit produire chaque mois une déclaration d'ISE, même pour un mois durant lequel il n'aurait versé aucune rémunération. Dans ce cas, il doit indiquer «néant» dans les cases appropriées de la déclaration papier ou indiquez «0,00» pour une déclaration produit en ligne et faire parvenir sa déclaration au plus tard à la date d'échéance.
- Les employeurs recevront un courriel leur rappelant que la date d'échéance pour la production sur TAXcess de leur déclaration mensuelle arrive à grands pas. Même si un employeur ne reçoit pas le rappel par courriel, il doit tout de même produire sa déclaration et faire tout paiement d'impôt éventuel au plus tard à la date d'échéance.
- **Remarque:** Chaque membre d'un groupe de corporations associées considéré comme étant un unique employeur doit produire une déclaration mensuelle lorsque le total de la rémunération versée par le groupe durant l'année est supérieur à 2 million de dollars.
- Il y a deux catégories de déclarations mensuelles:
 - 1) Les employeurs (y compris les corporations membres d'un groupe de corporations associées) dont la rémunération totale versée durant l'année se situe entre 2 million et 4 millions de dollars doivent produire chaque mois une déclaration indiquant la rémunération versée au cours du mois. Cependant, ils ne commencent à payer l'impôt sur la paye que lorsque le total cumulatif de la rémunération versée depuis le début de l'année

excède 2 million de dollars. À compter de ce moment, l'ISE est exigible chaque mois durant le reste de l'année sur la rémunération versée dépassant 2 million de dollars, et est calculé au taux de rajustement de 4,3 %.

2) Les employeurs (y compris les corporations membres d'un groupe de corporations associées) dont la rémunération est supérieure à 4 millions de dollars durant l'année paient l'impôt sur le total de la rémunération versée. Ils doivent chaque mois produire une déclaration et payer l'impôt exigible calculé au taux de base de 2,15 % sur la rémunération versée durant le mois.

- Les employeurs dont la rémunération totale durant l'année est inférieure ou égale à 2 million de dollars n'ont pas à produire de déclaration mensuelle.

Remarque: Dans ce cas, si l'employeur a versé au cours de l'année précédente une rémunération totale de plus de 2 million de dollars, ou s'il reçoit un formulaire de déclaration de Finances Manitoba, il doit alors demander à cette dernière de modifier son compte pour acquérir la qualité d'employeur exempté de l'impôt sur la paye. Il peut aussi devoir produire une déclaration relative à la rémunération totale versée durant l'année pour laquelle il réclame la qualité d'employeur exempté.

Rapport annuel

- En plus de la déclaration mensuelle, les employeurs dont la rémunération versée au cours d'une année est imposable doivent produire un rapport annuel d'ISE. Ce rapport doit être remis au plus tard le 31 mars de l'année suivante (si le 31 mars se termine une fin de semaine ou un jour férié, la date d'échéance est le prochain jour ouvrable). Le rapport doit être déposé sur TAXcess avec les documents suivants :
 - *Annexe A – ISE des corporations associées ou des corporations membres d'une société en nom collectif*, le cas échéant;
 - Paiement pour tout montant dû;
 - un exemplaire de chaque sommaire de renseignements (p. ex. T4, T4A) que l'employeur doit déposer en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
 - le sommaire des contributions versées à un régime d'intéressement ou à une fiducie d'employés;
 - le rapprochement de la différence entre la rémunération indiquée sur le rapport annuel et les montants apparaissant sur les formulaires *Sommaire T4* et les formulaires *Sommaire T4A*, p. ex., le détail des paiements versés aux employés qui se sont présentés au travail dans un établissement permanent de l'employeur situé dans une autre province ou des contributions à un régime d'intéressement.
- Un groupe de corporations associées doit produire un rapport annuel commun. Le groupe doit désigner un des employeurs du groupe pour produire, au nom de chacune des corporations associées ou des corporations membres, le rapport annuel d'ISE et remplir l'*Annexe A – ISE des corporations associées ou des corporations membres d'une société en nom collectif*.
- Le rapport annuel et les paiements d'impôt doivent être effectués à l'aide de TAXcess, le système en ligne de Finances Manitoba. Les rapports sur papier ne sont plus acceptés. Consultez le site manitoba.ca/TAXcess pour en savoir plus.

- Les employeurs recevront un courriel leur rappelant que la date d'échéance pour la production sur TAXcess de leur rapport annuel arrive à grands pas. Même si un employeur ne reçoit pas le rappel par courriel, il doit tout de même produire son rapport annuel et faire tout paiement d'impôt au plus tard à la date d'échéance.

Pénalités

- Les employeurs qui n'acquittent pas tout solde d'impôt dû au plus tard à la date d'échéance encourent une pénalité de 10 % du montant impayé.

Remarque: La pénalité de 10 % s'applique également à tout impôt payé avec le rapport annuel d'impôt (qui aurait déjà dû être déclaré sur une déclaration mensuelle).

- De plus, les employeurs qui ne produisent pas une déclaration requise au plus tard à la date d'échéance peuvent encourir une pénalité maximale de 200 \$ pour chaque jour de retard.

Intérêts

- Des intérêts sont exigés sur les paiements insuffisants ou effectués en retard à compter de la date où un paiement est dû jusqu'à la date où il est acquitté. Un intérêt mensuel est imposé sur les dettes existantes. Le taux de cet intérêt est fixé le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année d'après le taux préférentiel accordé à la province, plus 3 %.
- L'impôt payé avec la déclaration annuelle qui aurait déjà dû être versé avec une déclaration mensuelle antérieure est une dette en souffrance sur laquelle sont assujettis des intérêts rétroactifs à la date à laquelle elle aurait dû être acquittée.

Registres

- L'employeur doit conserver et produire à des fins de vérification au Manitoba les registres, les livres et les documents qui servent à calculer le montant exigible d'ISE, notamment :
 - le grand livre;
 - le livre de paie et les calculs servant à déterminer la rémunération versée;
 - le détail des avantages sociaux et des autres montants payés à un employé ou versés en son nom;
 - un exemplaire de chaque sommaire de renseignements (p. ex. T4, T4A) que l'employeur doit déposer en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);

Lorsque ces registres ne sont pas tenus au Manitoba, l'employeur est tenu de rembourser les dépenses du vérificateur de Finances Manitoba qui s'est déplacé à l'extérieur de la province en vue d'inspecter les registres à l'endroit où ils sont tenus.

Période de conservation des registres

- L'employeur doit conserver les registres et les livres de l'année courante et des six années précédentes.

Remarque: Le grand livre doit être conservé indéfiniment.

- L'employeur doit aussi conserver les registres et les livres relatifs à une année pour laquelle:
 - des montants d'ISE sont impayés ou font l'objet d'un litige avec Finances Manitoba;
 - un avis écrit a été remis à l'employeur par Finances Manitoba des lui ordonnant de ne pas détruire les registres et les livres.

Modifications de l'information fournie au moment de l'inscription

- Les employeurs doivent informer immédiatement Finances Manitoba des modifications aux renseignements fournis au moment où ils se sont inscrits, notamment:
 - le changement de nom de l'entreprise (à communiquer par écrit);
 - le changement d'adresse;
 - le changement de numéro de téléphone ou de télécopieur;
 - la fermeture ou la vente de l'entreprise;
 - le changement de nature (société de personnes, corporation, etc.);
 - les changements touchant une corporation associée ou un groupe associé, par exemple;
 - le changement des membres d'un groupe associé;
 - le changement de direction d'une corporation;
 - le changement de la part des profits ou des pertes attribués à une corporation membre d'une société en nom collectif;
 - une hausse ou une baisse de la rémunération totale versée au cours d'une année qui rend un employeur imposable ou non imposable pour cette année.
- Les modifications d'adresse d'emplacement, de nom d'entreprise et d'information contact en ligne peut être faite sur le service TAXcess. Toutes autres changement doit être faits en communiquant ces informations par écrit ou en vous mettant en rapport avec l'un des bureaux indiqués à la fin du présent bulletin.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le présent bulletin est offert à titre indicatif et n'est pas exhaustif. Pour obtenir la formulation exacte des mesures législatives, veuillez consulter la *Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire* et son règlement d'application.

Renseignements :

Bureau de Winnipeg

Finances Manitoba
401, avenue York, bureau 101
Winnipeg (Manitoba) R3C 0P8
Téléphone : 204 945-5603
N° sans frais au Manitoba : 1 800 782-0318
Télécopieur : 204 948-2087

Bureau régional de l'Ouest

Finances Manitoba
340, 9^e Rue, bureau 314
Brandon (Manitoba) R7A 6C2
Télécopieur : 204 726-6763

Courriel : MBTax@gov.mb.ca

SERVICES EN LIGNE

Vous trouverez des publications et des formules relatives aux taxes et aux impôts administrés par Finances Manitoba, ainsi qu'un lien vers les lois et les règlements du Manitoba, sur notre site Web, [ici](#). Vous pouvez également vous procurer ces formulaires et ces publications en communiquant avec Finances Manitoba.

Notre service en ligne TAXcess, accessible [ici](#), est un moyen simple et sûr de faire une demande d'ouverture de compte, de consulter vos comptes, de soumettre vos déclarations et de payer vos taxes et vos impôts administrés par le Manitoba.